

Projet présenté par les députés :

*Mmes et MM. Stéphane Florey, Patrick Lussi,
Marc Falquet, Christina Meissner, Céline
Amaudruz, Eric Leyvraz, Eric Bertinat*

Date de dépôt : 1^{er} décembre 2009

Projet de loi modifiant la loi sur les manifestations sur le domaine public (F 3 10)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi sur les manifestations sur le domaine public (LMDPu), du 26 juin 2008, est modifiée comme suit :

Art. 10A Sanctions administratives (nouveau)

¹ Lorsque la teneur de l'autorisation de manifester n'a pas été respectée et que cette violation a engendré des violences et des débordements, le département rejette, pour une durée limitée, toute demande future déposée par les organisateurs de cette manifestation.

² Le département évalue la durée de la suspension du droit de manifester en fonction des circonstances du cas concret. La suspension de ce droit ne peut toutefois pas excéder 10 ans.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

La manifestation anti-OMC qui s'est déroulée dans les rues de Genève le samedi 28 novembre a vu s'infiltrer un groupe de casseurs formant un « black block » qui s'est rassemblé en tête de cortège et qui a commis un grand nombre de déprédations tout au long du défilé.

Les manifestants n'ont rien entrepris pour prévenir, empêcher ou stopper les vandales, de sorte que la manifestation a engendré les troubles à l'ordre public et à la sécurité publique que l'on connaît.

Or, il en a été ainsi de toutes les manifestations anti-OMC qui se sont déroulées à Genève et, encore une fois, au nom de la liberté de réunion, le département a autorisé cette manifestation en toute connaissance de cause et au mépris de la sauvegarde de l'ordre public.

C'est pour que ces débordements n'aient plus lieu et pour que les organisateurs de ces manifestations qui engendrent systématiquement des débordements soient enfin sanctionnés et ce, par une suspension de leur droit de manifester, permettant ainsi de sauvegarder la paix publique.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous prions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un accueil favorable au présent projet de loi.